

RAPPORT INTERNATIONAL SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION

MADAGASCAR 2018

Résumé analytique

La constitution prévoit la liberté de pensée et d'expression religieuses et interdit la discrimination religieuse sur le lieu de travail. D'autres lois protègent la liberté religieuse individuelle contre les abus commis par des acteurs gouvernementaux ou privés. Le gouvernement a commencé à mettre en œuvre la loi sur la nationalité adoptée en 2017 et des organisations non gouvernementales (ONG) locales ont signalé une augmentation du nombre de demandes de certificats de nationalité. Les musulmans nés dans le pays ont continué à signaler qu'ils n'étaient pas en mesure d'obtenir des documents de citoyenneté en vertu des lois relatives à la nationalité qui ne permettent pas à certains enfants apatrides nés dans le pays de se naturaliser.

Des membres de la communauté musulmane et les adhérents de certaines églises protestantes évangéliques ont déclaré qu'ils avaient parfois un accès limité à l'emploi en raison de leur affiliation religieuse, tandis que les membres d'une petite communauté juive continuaient à signaler une amélioration générale de leur interaction avec la société.

Des responsables de l'Ambassade des États-Unis se sont régulièrement entretenus avec des responsables du Ministère de l'Intérieur chargés de l'enregistrement des groupes religieux. Les représentants de l'Ambassade ont continué de dialoguer avec les représentants de la communauté internationale afin de minimiser l'impact du code de la nationalité sur les apatrides, y compris les musulmans ayant des liens de longue date avec le pays. L'Ambassade a régulièrement rencontré les chefs religieux tout au long de l'année et organisé une discussion virtuelle interconfessionnelle pour encourager la solidarité entre les différentes confessions religieuses autour d'une préoccupation commune.

Section I. Démographie religieuse

Le Gouvernement Américain estime la population totale à 25,6 millions d'habitants (estimation de juillet 2018). Selon le dernier recensement national de 1993, 52% adhèrent aux croyances indigènes, 41% sont chrétiens et 7% des musulmans. Il est courant d'alterner entre identités religieuses ou de cumuler des traditions, et de nombreux individus associent à la fois des croyances autochtones et chrétiennes ou musulmanes.

Des dirigeants musulmans et des érudits locaux estiment que les musulmans représentent actuellement entre 20 et 25% de la population. Les musulmans prédominent dans les

zones côtières du nord-ouest et les chrétiens dans les hautes terres. Selon des chefs religieux musulmans locaux et des universitaires laïques, la majorité des musulmans sont sunnites. Les citoyens d'origine indienne et pakistanaise et les immigrants comoriens représentent la majorité des musulmans, bien qu'il y ait un nombre croissant de convertis d'origine Malagasy.

Des groupes religieux locaux déclarent que près de la moitié de la population est chrétienne. Les quatre principaux groupes chrétiens sont les Catholiques Romains, les Luthériens, les Anglicans et l'Église Presbytérienne de Jésus-Christ à Madagascar (église FJKM). Les groupes chrétiens plus petits comprennent l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, les Témoins de Jéhovah, les Adventistes du Septième Jour et un nombre croissant de dénominations protestantes évangéliques locales.

Il y a un petit nombre d'Hindous et environ 360 juifs dans le pays.

Section II. Statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement

Cadre juridique

La constitution prévoit la liberté de pensée et d'expression religieuses et interdit la discrimination religieuse sur le lieu de travail. D'autres lois protègent la liberté religieuse individuelle contre les abus commis par des acteurs gouvernementaux ou privés. La constitution stipule que ces droits peuvent être limités par la nécessité de protéger les droits d'autrui ou de préserver l'ordre public, la dignité nationale ou la sécurité de l'État. Le code du travail interdit la discrimination religieuse dans les syndicats et les associations professionnelles.

La loi oblige les groupes religieux à s'enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. En s'inscrivant, un groupe religieux reçoit le statut juridique nécessaire pour recevoir des legs directs et d'autres dons. Une fois inscrit, le groupe peut demander une exemption d'impôt chaque fois qu'il reçoit un cadeau de l'étranger. Les groupes religieux enregistrés ont également le droit d'acquérir des terres auprès de particuliers pour construire des lieux de culte ; cependant, la loi stipule que les propriétaires fonciers doivent d'abord céder les terres à l'État, qui les transférera ensuite au groupe religieux. Pour pouvoir être enregistré, un groupe doit compter au moins 100 membres et un conseil d'administration élu composé de neuf membres au plus, tous citoyens.

Les groupes qui ne satisfont pas aux exigences d'inscription peuvent plutôt s'inscrire en tant qu'« associations simples ». Les associations simples ne peuvent recevoir de dons ni organiser de services religieux, mais la loi leur permet de mener différents types de

projets communautaires et sociaux. Les associations se livrant à des activités dangereuses ou déstabilisantes peuvent être dissoutes ou se voir retirer leur enregistrement. Les associations simples doivent demander une exemption d'impôt chaque fois qu'elles reçoivent un don de l'étranger. Si une association a des dirigeants et/ou des membres étrangers, elle peut former une association « réputée être étrangère ». Une association n'est réputée étrangère que si le ou les membres du conseil d'administration sont des étrangers. Ces associations étrangères ne peuvent recevoir que des autorisations temporaires, soumises à un renouvellement périodique et à d'autres conditions. La loi n'interdit pas aux associations nationales d'avoir des ressortissants étrangers comme membres.

Les écoles publiques n'offrent pas d'éducation religieuse. Aucune loi n'interdit ni ne limite l'éducation religieuse dans les écoles publiques ou privées.

Le Gouvernement exige un permis pour toutes les manifestations publiques, y compris les manifestations religieuses telles que les cultes religieux en plein air.

Le pays est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Pratiques du Gouvernement

En juillet, les médias ont fait état d'une augmentation des demandes de certificats de nationalité suite à la promulgation en 2017 d'une nouvelle loi permettant à une femme de transmettre sa nationalité indépendamment de son statut matrimonial. Le juriste de l'ONG *Focus Development* a déclaré que le tribunal d'Antananarivo avait délivré à lui seul plus de 1.500 certificats depuis cette réforme juridique. Elle n'a pas indiqué le nombre de musulmans parmi ces bénéficiaires. Le nouveau code de nationalité ne traitait pas du problème des enfants nés de deux parents apatrides ; ces personnes n'ont toujours pas pu obtenir la citoyenneté, même après plusieurs générations de résidence dans le pays. En vertu du code de la nationalité, les enfants de parenté inconnue devaient être évalués en fonction de leur apparence, de leur appartenance ethnique et d'autres facteurs. Les dirigeants musulmans ont continué d'affirmer que le code de la nationalité touchait la communauté musulmane de manière disproportionnée, de nombreux membres étant des descendants d'immigrés et incapables d'acquérir la nationalité du pays, malgré des générations de résidence dans le pays. Les enfants d'ascendance indienne, pakistanaise et comorienne avaient souvent des difficultés à obtenir la citoyenneté, laissant un nombre disproportionné de musulmans apatrides. Selon une étude réalisée en 2014 par *Focus Development* et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, environ 6%

des habitants des communautés étudiées étaient apatrides et, parmi ce nombre, plus de 85% étaient nés dans le pays.

Le Ministère de l'Intérieur a enregistré 49 nouveaux groupes religieux au cours de l'année, contre 17 l'année précédente, ce qui porte à 345 le nombre total d'inscrits. Les groupes religieux ont déclaré que le Gouvernement ne faisait pas toujours respecter les exigences d'enregistrement et ne refusait pas les demandes d'enregistrement.

En outre, le Gouvernement a reconnu que certains groupes enregistrés peuvent être devenus inactifs ou se sont dissous sans informer le Gouvernement.

Des chefs religieux ont continué à affirmer que l'application inadéquate des lois du travail par le Gouvernement avait poussé certains employeurs à obliger leurs employés à travailler pendant les offices religieux. Les centres sociaux confessionnels accueillant des travailleurs vulnérables et les syndicats ont continué à signaler que des employeurs n'avaient pas respecté les dispositions du code du travail exigeant une pause de 24 heures par semaine, ce qui affectait la capacité des travailleurs d'usine à assister aux cultes religieux.

Les dirigeants de l'Association Musulmane Malagasy, qui déclare représenter tous les musulmans du pays, a signalé que certains musulmans continuaient de signaler des difficultés pour obtenir des documents officiels tels que des cartes d'identité nationales et des passeports en raison de leurs noms à consonance arabe.

La télévision nationale Malagasy, gérée par l'État, a continué à diffuser gratuitement des programmes télévisés gratuits à l'Église Adventiste du Septième Jour et aux Catholiques Romains, Luthériens, Anglicans et Presbytériens, ainsi qu'à la communauté musulmane une fois par semaine. Pendant le Ramadan, la communauté musulmane a pu acheter du temps d'antenne supplémentaire. Le chef d'une église chrétienne évangélique locale bien connue a déclaré que son église avait rarement accès à la télévision et à la radio publiques, même si ladite église était prête à payer pour le temps d'antenne.

Étant donné que la religion et la politique sont souvent étroitement liées, il était difficile de classer de nombreux incidents comme étant uniquement fondés sur l'identité religieuse. Les médias ont déclaré que des politiciens cherchaient à utiliser la religion et les événements religieux pour accroître leur visibilité avant les élections présidentielles prévues pour la fin de l'année. Plusieurs candidats potentiels ont participé à des événements religieux plus importants, tels que le 50^{ème} anniversaire de l'église FJKM, la huitième journée mondiale de la jeunesse catholique et d'autres événements et rassemblements religieux de moindre envergure. Plusieurs médias ont critiqué ce qu'ils

ont appelé une intention évidente d'utiliser les manifestations religieuses comme outil visant à cibler et attirer les électeurs potentiels par le biais de leur appartenance religieuse.

En août, le comité central du conseil des églises FFKM (composé des quatre plus grandes églises chrétiennes du pays) a publié un communiqué invitant les citoyens en âge de voter à faire le meilleur choix lors des prochaines élections présidentielles. Le communiqué décrivait le candidat idéal comme une personne qui croit en Dieu, tel que défini par le christianisme. De nombreux observateurs ont considéré que le communiqué faisait référence au christianisme traditionnel ou conventionnel et visait à dénigrer et exclure un candidat spécifique qui était le fondateur et le dirigeant d'une église chrétienne évangélique locale, qui prône ce que les observateurs ont décrit comme des conceptions non traditionnelles. En octobre, cependant, les évêques catholiques ont annoncé lors de la clôture officielle d'une assemblée générale de la jeunesse à Mahajanga que l'Église catholique (appartenant à la FFKM) avait délibérément évité de soutenir un candidat à la présidence.

Section III. Statut de respect de la société pour la liberté de religion

Des membres de la communauté musulmane de Mahajanga ont déclaré que le public les associait généralement à des islamistes et à des extrémistes, en plus de les étiqueter avec d'autres stéréotypes négatifs.

En juin, le cardinal désigné par l'église catholique Tsarahazana Desire aurait averti une organisation caritative catholique, *Aide à l'Église en Détresse*, que « l'islam extrémiste était en train d'être introduit » à Madagascar, affirmant que des groupes radicaux des États du Golfe et du Pakistan « achetaient des gens » et finançaient nombre de musulmans étrangers qui entrent dans le pays, ainsi que la construction de 2.600 mosquées. Il a également déclaré que des femmes dans le nord étaient payées pour porter une burqa en public afin de faire connaître l'expansion de l'islam. Ces allégations et d'autres allégations similaires avaient circulé à plusieurs reprises depuis 2016, mais plusieurs diplomates et journalistes locaux qui ont enquêté sur ces allégations ont déclaré qu'elles étaient fausses.

Des membres de la communauté musulmane et les adhérents de certaines églises protestantes évangéliques, en particulier celles célébrant leur sabbat le samedi, ont déclaré qu'ils se voyaient parfois refuser l'accès à un emploi et estimaient que cela était dû à leur appartenance religieuse. Les membres de la petite communauté juive ont toutefois signalé une amélioration générale de leurs interactions avec la société ; les

exemples incluent une acceptation accrue des membres de leur communauté locale et une acceptation accrue de leurs enfants dans les écoles locales.

En août, selon un journal, un curé d'une église catholique d'Antananarivo avait dénoncé la destruction délibérée de statues de la Vierge Marie sur les routes nationales. Il a ajouté que des inconnus avaient détruit les statues pour des raisons inconnues et avait qualifié ces actes de haine et de manque de respect envers le catholicisme.

Section IV. Politique et engagement du Gouvernement Américain

Les représentants de l'Ambassade des États-Unis se sont régulièrement entretenus avec le Ministère de l'Intérieur pour discuter de l'enregistrement et comprendre le statut de divers groupes religieux. Les responsables de l'Ambassade ont continué à discuter du code de la nationalité avec des membres de la communauté diplomatique et des représentants locaux des Nations Unies qui se sont concentrés sur les droits de l'homme afin d'adopter des approches communes pour encourager le Gouvernement à modifier le nouveau code afin de permettre la naturalisation de certaines catégories d'apatrides.

En février, l'Ambassade a organisé une discussion virtuelle interconfessionnelle avec un membre influent d'une organisation islamique américaine, dans laquelle elle a partagé sa vision de la lutte contre l'extrémisme, y compris l'Etat islamique. L'oratrice a également partagé son expérience et ses histoires sur les restrictions à la liberté de religion dans le monde. L'assistance comprenait des représentants de différents groupes religieux et des membres de la société civile, qui pouvaient échanger leurs points de vue sur la situation et dialoguer avec l'orateur. Le programme, diffusé en direct sur Facebook, a touché 3.840 personnes, avec 1.978 vues et 137 réactions, commentaires ou partages.